

Feu vert de Bruxelles pour la construction de deux centrales nucléaires d'EDF en Angleterre

LE MONDE | 08.10.2014 à 12h43 • Mis à jour le 08.10.2014 à 15h21 |

Par **Eric Albert** (Londres, correspondance)

C'est la fin d'un très long chemin pour EDF. Six ans après avoir lancé le projet, [l'électricien français a reçu mercredi 8 août le feu vert de Bruxelles](#) pour construire deux centrales nucléaires en Angleterre. La Commission européenne estime que le prix de l'électricité garanti par le gouvernement britannique pour ces centrales ne s'apparente pas à une aide d'Etat. Néanmoins, elle a imposé à EDF d'importantes concessions importantes, qui vont entamer la rentabilité du projet.

EDF lance ainsi un énorme projet industriel, la construction de deux centrales dites EPR (European Pressurized Reactor) à Hinkley Point, dans l'ouest de l'Angleterre. Celles-ci produiront chacune 1,6 gigawatts/heure, soit 7 % de l'électricité de la Grande-Bretagne. Elles doivent ouvrir en 2023.

Le financement du projet britannique s'est cependant avéré compliqué. D'une part, le prix des centrales EPR ne cesse d'augmenter, comme le prouve les déboires des chantiers en Finlande et en France, qui multiplient les retards. D'autre part, la catastrophe de Fukushima a fondamentalement changé la donne. Si le Royaume-Uni n'a pas suivi l'Allemagne dans son rejet du nucléaire, il a imposé de nouvelles réglementations, plus sévères et donc plus chères.

Résultat,

la commission européenne révèle que la construction des deux centrales va coûter 24,5 milliards de livres (31,2 milliards d'euros), 60 % de plus que la facture prévue initialement.

PRIX GARANTI

Pour oser engager une telle somme, EDF et ses co-investisseurs ont demandé des garanties au gouvernement britannique. Ils ont obtenu d'avoir un prix de l'électricité fixe à 92,5 livres (117 euros) par mégawatt/heure, soit le double du prix de gros actuel. Celui-ci sera ensuite indexé sur l'inflation, pendant trente-cinq ans, soit jusqu'en 2058.

D'où la question que Bruxelles devait trancher : cette garantie constituait-elle une aide d'Etat ? Le commissaire à la concurrence, Joaquín Almunia, a finalement répondu par la négative, mais il a pour cela exigé d'importants changements dans les termes du contrat. « *Ces modifications vont représenter une économie significative pour le contribuable britannique* », se félicite-il.

Vidéo suggérée sur le même sujet



0:50

EDF : Bruxelles donne son feu vert au projet d'EPR en Angleterre

La Commission européenne approuve le projet contesté de centrale nucléaire d'EDF en Grande-Bretagne. La construction

En particulier, EDF s'était engagé pendant la période initiale de fonctionnement des centrales à verser un montant minimum aux autorités britanniques, en échange du prix garanti. Cette somme a été jugée trop faible par la commission,

qui l'a augmentée de 1,3 milliard d'euros.

UN MEILLEUR PARTAGE DES BÉNÉFICES ENTRE EDF ET L'ETAT BRITANNIQUE

Par ailleurs, la commission impose un meilleur partage des bénéfices entre EDF et l'Etat britannique. Le mécanisme, complexe, se traduit par 1,5 milliard d'euros supplémentaires touchés par l'Etat britannique pour chaque point de rentabilité en plus.

De plus, le partage portera sur l'intégralité de la durée de vie des centrales, soit soixante ans, et non sur les trente-cinq ans de la garantie. Il reste maintenant à EDF à boucler le financement officiel du projet. En principe, cela ne devrait être qu'une question de quelques mois, puisque tous les investisseurs se sont déjà engagés. L'électricien va créer un consortium, dont il possédera entre 45 % et 50 %. Ses partenaires seront Areva (10 %), les Chinois China General Nuclear Power Group (CGN) et China National Nuclear Corporation (CNN), qui auront conjointement entre 30 % et 40 %, et de potentiels investisseurs financiers qui pourraient avoir jusqu'à 15 %.

EDF réussit ainsi à relancer le nucléaire en Grande-Bretagne, vingt ans après la construction de la dernière centrale de ce type dans ce pays. Au passage, il donne un sérieux coup de pouce à la technologie EPR, mise au point par Areva.

[Eric Albert](#) (Londres, correspondance)
Journaliste au Monde

Suivre